

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/LIC/N/3/BGD/2

4 avril 2005

(05-1368)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

Notification au titre de l'article 7:3 de l'Accord sur les
procédures de licences d'importation

BANGLADESH

La communication ci-après, datée du 1^{er} mars 2005, est distribuée à la demande de la délégation du Bangladesh.

Description succincte du régime

1. Le régime de licence d'importation a été progressivement démantelé/aboli à partir de la fin des années 70. L'importation se fait désormais au moyen de l'ouverture d'une lettre de crédit sur la base d'une autorisation de lettre de crédit délivrée par la banque désignée. La délivrance d'une licence d'importation par le Service de contrôle des importations n'est maintenant requise pour l'importation d'aucune marchandise. En outre, des importations en quantités limitées sont également autorisées sans autorisation de lettre de crédit et sans lettre de crédit. Une brève description de chaque régime d'importation (le régime de licence étant aboli depuis longtemps) figure ci-après:

- 1.1 L'importateur doit obtenir une autorisation de lettre de crédit pour qu'une lettre de crédit soit ouverte par l'intermédiaire des banques désignées. À cette fin, l'importateur n'est pas tenu d'obtenir une licence, un permis ou une autorisation du Service de contrôle des importations et des exportations. Plus de 80 pour cent des importations du pays ont lieu dans le cadre de ce régime.
- 1.2 L'importation au moyen d'une lettre de crédit uniquement, sans autorisation de lettre de crédit, est permise dans les cas où la Banque du Bangladesh notifie l'exemption de l'autorisation de lettre de crédit pour des importations dans le cadre d'aides ou de dons.
- 1.3 Les importations par les "utilisateurs effectifs" (et non les vendeurs) sont permises sous réserve de l'autorisation préalable du Service de contrôle des importations et des exportations. Ce type d'importation ne concerne généralement pas de grandes quantités et reste peu fréquent.
- 1.4 L'importation de cadeaux, d'échantillons et de matériel publicitaire gratuits, pour un montant supérieur aux plafonds établis entre 15 000 taka et 75 000 taka, est autorisée avec un permis

¹ Le questionnaire figure à l'annexe du document G/LIC/3.

d'importer délivré par le Directeur général des importations et des exportations. Il ne s'agit que d'un petit nombre de cas au cours de l'année.

- 1.5 L'importation de livres, de magazines, de journaux, de publications périodiques, d'équipements scientifiques et de matériels de laboratoire contre remise de bons UNESCO, sous réserve de l'obtention d'un permis d'importer ou d'un carnet de passage en douane auprès du Directeur général des importations et des exportations est autorisée sans autorisation de lettre de crédit ni lettre de crédit.
- 1.6 Les importations dans le cadre du système de retenue à la source (Pay-As-You-Earn) sont autorisées sur la base de l'agrément de la Banque du Bangladesh sans autorisation de lettre de crédit ni lettre de crédit, mais sous réserve de l'obtention d'un permis d'importer ou d'un carnet de passage en douane auprès du Directeur général des importations et des exportations.
- 1.7 L'importation, par des voyageurs provenant de l'étranger, de produits en quantités supérieures aux limites admises conformément au Règlement pertinent concernant les bagages de l'Office national des recettes (NBR) est autorisée sans autorisation de lettre de crédit ni lettre de crédit, moyennant l'obtention d'un permis d'importer ou d'un carnet de passage en douane auprès du Directeur général des importations et des exportations.
- 1.8 L'importation de biens d'équipement en tant que part du capital des actionnaires étrangers pour une coentreprise industrielle agréée est autorisée sans autorisation de lettre de crédit ni lettre de crédit sous réserve de l'obtention d'un permis d'importer ou d'un carnet de passage en douane auprès du Directeur général des importations et des exportations.
- 1.9 Les importations sur la base du paiement différé ou d'un crédit fournisseur sont autorisées conformément aux procédures établies par la Banque du Bangladesh et sous réserve de l'obtention de l'autorisation du Directeur général des importations et des exportations.
- 1.10 Les importations contre versements directs à l'étranger par des ressortissants du Bangladesh vivant à l'étranger sans autorisation de lettre de crédit ni lettre de crédit sont autorisées sur la base d'un certificat de revenus délivré par l'ambassade du Bangladesh dans le pays concerné.
- 1.11 L'importation de toute autre marchandise non spécifiquement exemptée du permis d'importer est autorisée sans autorisation de lettre de crédit ni lettre de crédit sous réserve de l'obtention d'un permis d'importer auprès du Directeur général des importations et des exportations.

Objet et champ d'application du régime de licence

2. Les produits visés par les différents régimes d'importation (voir 1.1 à 1.11) sont les suivants:
 - 2.1 Le régime d'autorisation de lettre de crédit et de lettre de crédit (voir 1.1) vise tous les types de produits, depuis les biens de consommation jusqu'aux équipements, machines et pièces détachées, aux matières premières industrielles et aux matériaux d'emballage.
 - 2.2 L'importation avec une lettre de crédit sans le formulaire d'autorisation de lettre de crédit (voir 1.2) vise divers produits, en particulier les matériaux et équipements importés dans le cadre d'aides et de dons à des projets.
 - 2.3 L'importation par les "utilisateurs effectifs" moyennant l'approbation préalable du Service de contrôle des importations (voir 1.3) vise principalement les instruments et appareils professionnels, les produits pharmaceutiques et médicaments d'importance vitale.

- 2.4 L'importation d'échantillons gratuits, d'articles pour cadeaux et de matériel publicitaire (voir 1.4) concerne essentiellement des produits nouveaux de diverses sortes.
- 2.5 L'importation contre remise de bons UNESCO concerne les livres, journaux, magazines et publications périodiques, etc. (voir 1.5).
- 2.6 L'importation dans le cadre du système de retenue à la source (voir 1.6) vise les équipements et machines neufs ou en service depuis moins de dix ans, les véhicules automobiles neufs ou en service depuis moins de quatre ans, les navires marchands ou les navires pour le transport de passagers neufs ou en service depuis moins de 15 ans (les navires de haute mer de moins de 20 ans) et les équipements et machines destinés à des unités industrielles à vocation exportatrice.
- 2.7 L'importation par les voyageurs dans le cadre du Règlement concernant les bagages (voir 1.7) concerne les articles d'usage quotidien, y compris les produits électroniques, les véhicules automobiles, les motocycles, etc.
- 2.8 L'importation par les actionnaires étrangers vise essentiellement les équipements et les machines (voir 1.8).
- 2.9 L'importation dans le cadre du système de paiement différé (voir 1.9) vise tous les produits, y compris les marchandises dont l'importation est interdite ou restreinte, conformément à l'Arrêté sur la politique d'importation en vigueur.
- 2.10 L'importation contre versement direct vise une large gamme d'articles, à l'exception des articles faisant l'objet d'interdictions ou de restrictions au-delà des limites prescrites par l'Arrêté sur la politique d'importation (voir 1.10).
- 2.11 Parmi les importations qui ne sont pas spécifiquement exemptées d'un permis (voir 1.11) figure une large gamme de marchandises, depuis les denrées périssables jusqu'aux équipements et machines, en dérogation des dispositions relatives à la politique d'importation en vigueur.
3. Les régimes s'appliquent aux marchandises originaires et provenant de tous les pays du monde, à l'exclusion d'Israël.
4. Les objectifs des régimes d'importation décrits au paragraphe 1 (1.1 à 1.11), ainsi que les éventuelles autres méthodes qui ont été envisagées/adoptées, sont indiqués ci-après:
 - 4.1 Le régime d'autorisation de lettre de crédit et de lettre de crédit (voir 1.1) est applicable sans restriction quant à la quantité ou la valeur des importations et vise à simplifier et à libéraliser les importations. Ce régime existe afin de permettre aux importateurs d'importer sans être tenus d'obtenir une licence d'importation auprès du Service de contrôle des importations. Aucune autre méthode n'a été envisagée étant donné que le régime actuel n'empêche/ne restreint nullement le flux des importations.
 - 4.2 Le régime (voir 1.2) est destiné à simplifier encore la procédure d'importation en rendant inutile le traitement d'un formulaire d'autorisation de lettre de crédit par les banques. Il n'a pas été jugé nécessaire d'envisager une autre méthode.
 - 4.3 Le régime (voir 1.3) permet aux utilisateurs effectifs, c'est-à-dire aux entreprises et aux individus, d'importer des marchandises pour leur usage personnel sans être tenus de s'inscrire

en tant qu'importateurs réguliers auprès du Service de contrôle des importations. Il n'a pas été jugé nécessaire d'envisager une autre méthode.

- 4.4 Le régime est destiné à permettre l'importation d'échantillons gratuits, de cadeaux et de matériel publicitaire en quantités raisonnables (et non en grandes quantités, comme des importations commerciales). Aucune autre méthode n'a été envisagée/adoptée.
- 4.5 Le régime (voir 1.5) est destiné à faciliter l'importation de livres et de publications par les établissements d'enseignement. Aucune autre méthode n'a été envisagée/adoptée.
- 4.6 Le régime (voir 1.6) est destiné à permettre aux nouveaux entrepreneurs d'importer des navires et des chalutiers en vue d'opérations commerciales, sans être tenus de régler le montant des importations immédiatement au moment de celles-ci. Aucune autre méthode n'a été envisagée/adoptée.
- 4.7 Le régime (voir 1.7) est destiné à permettre aux voyageurs arrivant au Bangladesh d'importer des quantités raisonnables de marchandises destinées à leur usage personnel. Aucune autre méthode n'a été envisagée/adoptée.
- 4.8 Le régime (voir 1.8) est destiné à permettre aux investisseurs étrangers d'investir en biens d'équipement plutôt qu'en liquidités.
- 4.9 Le régime (voir 1.9) est destiné à faciliter le paiement des frais d'importation en permettant un règlement ultérieur selon les dispositions convenues entre importateurs et exportateurs.
- 4.10 Le régime (voir 1.10) est destiné à permettre aux citoyens du Bangladesh travaillant à l'étranger d'utiliser leurs devises durement acquises pour importer des marchandises au moyen d'un paiement direct, sans restrictions quant à la quantité ou la valeur. Aucune autre méthode n'a été jugée nécessaire.
- 4.11 Le régime (voir 1.11) est destiné à faciliter le dédouanement des marchandises par les autorités douanières. Aucune autre méthode n'a été envisagée/adoptée.

5. Ces régimes d'importation (voir 1.3 à 1.11) sont appliqués en vertu d'un arrêté administratif intitulé "Arrêté sur la politique d'importation". Ils sont aussi légalement obligatoires. La réglementation laisse un certain pouvoir discrétionnaire à l'administration dans la mesure où le Service de contrôle des importations peut délivrer ou non le permis d'importer, le carnet de passage en douane ou l'autorisation préalable pour les importations relevant des régimes indiqués ci-dessus (voir 1.3 à 1.11). Le gouvernement peut toutefois abolir ces régimes sans l'approbation du législatif.

Modalités d'application

6. Les restrictions à l'importation de produits, en quantité ou en valeur, sont applicables globalement et, dans le cas des produits alimentaires et des boissons tels que le riz, le blé, etc., l'obligation d'effectuer les tests de radioactivité s'applique à tous les pays à l'exception de la Malaisie, de Singapour, des pays du SARC et des pays de l'Asie du Sud-Est.

I. Les renseignements concernant la répartition des contingents pour l'importation d'articles de friperie et de sel non concassé ainsi que les formalités à remplir pour le dépôt des demandes sont publiés dans un avis au public du Directeur général des importations et des exportations. Le montant total des contingents ainsi que la quantité maximale attribuée à chaque importateur sont publiés mais il n'y a pas d'attribution de contingent par pays. Ce régime ne permet pas de demander une exception ou une dérogation auprès du Service de contrôle des importations.

II. Le volume du contingent est déterminé par district sur la base de la population dans le cas des articles de friperie et au prorata pour les unités industrielles de concassage de sel dans le cas du sel non concassé. Le contingent pour les articles de friperie est fixé pour l'année, tandis que pour le sel non concassé le contingent n'est pas fixé pour l'année mais en fonction des besoins du moment, compte tenu de l'écart entre la production et la demande.

III. L'autorisation d'importer du sel non concassé est délivrée uniquement aux entreprises nationales de concassage du sel. L'utilisation effective de l'autorisation préalable pour les articles de friperie est contrôlée par la banque qui émet la lettre de crédit et le Service de contrôle des importations et, pour le sel non concassé, par les banques, l'organisme de tutelle et le Service de contrôle des importations. Le reliquat non utilisé des attributions n'est pas ajouté aux contingents pour une période ultérieure. Les noms des importateurs concernés sont portés à la connaissance des gouvernements et des organismes de promotion des exportations des pays exportateurs qui en font la demande.

IV. Habituellement, un délai d'un mois est accordé pour le dépôt des demandes d'autorisation préalable.

V. Un délai de 15 jours est prévu pour l'examen des demandes dans les deux cas.

VI. Un délai minimum d'un mois est prévu entre la délivrance de l'autorisation préalable et la date d'ouverture de la lettre de crédit.

VII. L'examen en vue de l'autorisation préalable dans les deux cas susmentionnés est effectué par un seul organe administratif. Toutefois, dans le cas des articles de friperie, le Comité administratif du district, après avoir mis un terme à la sélection des importateurs par tirage au sort public, transmet les demandes pertinentes au Service local de contrôle des importations des districts concernés. Dans le cas du sel non concassé, l'autorisation préalable est délivrée directement par le Directeur général des importations et des exportations.

VIII. Pour les articles de friperie et le sel non concassé, les demandes sont examinées simultanément. Les réponses à toutes les autres questions figurant sous cet alinéa du questionnaire sont négatives.

IX. Les réponses aux questions figurant sous cet alinéa du questionnaire sont négatives.

X. Les licences d'importation ne sont requises pour l'importation d'aucune marchandise, mais certaines marchandises ne peuvent être importées par les industries à vocation exportatrice, en particulier dans les secteurs du textile et du cuir, qu'à la condition qu'elles soient exportées et non vendues sur le marché intérieur.

7. a)-d) Il n'y a pas de limites quantitatives des types mentionnés sous ce point.

8. Le régime de licence d'importation a été aboli il y a longtemps. Les importations dans le pays se font principalement au moyen du régime d'autorisation de lettre de crédit et de lettre de crédit qui est administré directement par les banques. Aucun cas de refus d'autorisation de lettre de crédit ou de lettre de crédit n'a jusqu'à présent été enregistré. Si le cas se présentait, la personne demandant l'autorisation de lettre de crédit ou la lettre de crédit pourrait s'adresser à la Banque du Bangladesh pour obtenir la réparation appropriée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Aucune licence d'importation n'est normalement requise. Toute personne, entreprise ou institution est, toutefois, habilitée à obtenir un formulaire d'autorisation de lettre de crédit et l'ouverture correspondante d'une lettre de crédit directement par la banque désignée sans avoir à obtenir une quelconque autorisation ou un permis du Service de contrôle des importations. Il existe un système d'enregistrement de toutes les personnes et entreprises souhaitant effectuer des importations. Toutes les personnes ou entreprises qui disposent d'une licence commerciale délivrée par la municipalité ou les autorités locales, qui sont membres de la Chambre de commerce et d'industrie ou d'une association professionnelle et qui possèdent un numéro d'identification fiscale, sont habilitées à demander leur inscription auprès du Service de contrôle des importations, moyennant le paiement des taxes prescrites. Si la demande d'inscription émane d'une société de capitaux, le certificat de constitution en société délivré par le Registre des sociétés ainsi que les statuts de la société doivent être présentés conjointement au formulaire de demande prescrit et aux autres documents mentionnés précédemment. La liste des importateurs agréés n'a pas encore été publiée. Les documents et autres formalités à remplir lors de la demande de licence sont dûment portés à la connaissance des demandeurs potentiels.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Les importateurs ne sont pas tenus d'obtenir une licence d'importation auprès du Service de contrôle des importations. Le formulaire d'autorisation de lettre de crédit et la lettre de crédit peuvent être obtenus directement auprès des banques sur présentation d'un certificat valable d'enregistrement pour l'importation, d'un certificat d'affiliation, d'un certificat attestant du numéro d'identification fiscale et d'un certificat d'enregistrement aux fins de la TVA.

11. Les documents d'expédition tels que facture, connaissance, certificat d'origine, etc. doivent être présentés conjointement à la déclaration en douane en vue du dédouanement au point de contrôle douanier.

12. Aucun droit de licence ne doit être versé par les importateurs.

13. Les réponses aux questions figurant sous ce point sont négatives.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les importateurs ne sont pas tenus d'obtenir une licence. Toutefois, la période de validité du formulaire d'autorisation de lettre de crédit en vue de l'ouverture de la lettre de crédit est de 150 jours. Cette période peut être prolongée dans des circonstances spéciales par le Directeur général des importations et des exportations, sur demande des importateurs concernés qui exposeront les motifs du retard. Une lettre donnant l'autorisation d'ouvrir une lettre de crédit dans un délai plus long est délivrée par le Directeur général des importations et des exportations.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une autorisation de lettre de crédit.

16. Les autorisations de lettre de crédit ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. La délivrance des autorisations de lettre de crédit n'est subordonnée à aucune autre condition, qu'il s'agisse:

- a) de produits soumis à des restrictions quantitatives, ou

- b) de produits qui ne sont pas soumis à des restrictions quantitatives.

Autres formalités

18. Aucune autre formalité administrative, en dehors des modalités de traitement de l'autorisation de lettre de crédit et d'ouverture de la lettre de crédit, n'est requise pour des opérations normales d'importation.

19. Les banques fournissent automatiquement les devises, sur une base librement convertible, pour les autorisations de lettre de crédit qu'elles établissent. Les réponses à toutes les autres questions figurant dans ce paragraphe sont négatives.
